



Rapport du Président à l'Assemblée des délégués de la CVA du 25 mars 2025

Action Agricole Valais

L'année 2024 commence sur les chapeaux de roues pour le secteur agricole avec le lancement de la révolte agricole par un jeune agriculteur vaudois, Arnaud Rochat. Le mouvement fait boule de neige et gagne toute la Suisse romande en débordant également Outre-Sarine. Le Valais n'y échappe pas et sous l'impulsion d'une poignée de jeunes agriculteurs, la révolte agricole made in Valais est née sous le nom d'Action Agricole Valais.

Une première réunion a lieu le 7 février entre les jeunes agriculteurs, la CVA et les Interprofessions. Tout de suite germe l'idée d'un grand rassemblement pour exposer leurs revendications au monde agricole de ce canton. En quelques jours, une manifestation est organisée au CERM de Martigny le 21 février devant plus de 400 personnes.

Cette soirée a permis à nos jeunes d'exprimer leurs revendications dans une résolution en 8 points celle-ci a été signée par tous les participants présents à la manifestation et transmise à l'OFAG pour suite utile. À noter que l'OFAG avait refusé de venir débattre avec les membres d'Action Agricole Valais lors de notre assemblée générale du 27 mars de l'an dernier.

Par la suite la CVA a invité Action agricole Valais à une rencontre avec la direction de l'OFAG le 3 mai à l'école d'agriculture de Grange-Verney. La pression sur l'administration a été maintenue durant toute l'année, un grand rassemblement réunissant plus de 1000 agriculteurs venus de la Suisse entière devant le siège de l'OFAG le 3 décembre dernier. A relever que la manifestation s'est déroulée sans heurts dans le respect mutuel de chacune des parties.

Le combat continue. Si certaines de revendications émises ont été prises en compte par l'OFAG, certaines restent encore à clarifier, premièrement sur le plan politique. Une partie des représentants d'Action Agricole Valais ont été reçus au Palais fédéral le 5 mars dernier par une délégation de parlementaires valaisans et par le directeur de l'OFAG M. Christian Hofer. Une prochaine rencontre est agendée en avril pour continuer les discussions concernant les aspects purement politiques de leurs revendications.

Dans un deuxième temps il va falloir se pencher sur la problématique des marchés et en particulier les prix à la productions toujours trop bas pour permettre à nos exploitations agricoles de vivre décemment de leurs produits. Des négociations devront avoir lieu avec la grande distribution et les transformateurs pour une meilleure répartition des valeurs de la chaîne de production. Donc, comme on le dit, affaire à suivre.

La 3^{ème} correction du Rhône

Je pense que rares sont les années où nous n'avons pas parlé de la 3^{ème} correction du Rhône à notre assemblée des délégués. 2025 ne fait pas exception, car beaucoup de choses se sont passées durant l'année 2024. Notamment dans un premier temps la sortie du fameux rapport Voyame qui, crime de lèse-majesté, remet en cause le Plan d'aménagement de Rhône3 figé dans le marbre et défendu bec et ongles par certains esprits chagrins, n'en déplaît à Mme Romaine Perraudin et quelques éléphants du mardi plus à l'aise à prendre la plume pour critiquer à tout va qu'ils ne le seraient dans un magasin de porcelaine. Cela étant dit, venons-en à la réalité du terrain.

La révision du projet de troisième correction du Rhône est une évidence. Premièrement pour des questions de coûts. Rappelez-vous lorsqu'en 2015 - 10 ans déjà ! - nous avons voté par référendum sur le financement de Rhône3. Il s'agissait bien d'une votation sur le financement de Rhône3, chose que les partisans du projet ont transformé a posteriori en un plébiscite pour ou contre la troisième correction du Rhône. Malgré cette défaite, honorable car seuls contre tous, le temps nous a donné raison. Lors de la campagne de votation de 2015, le chef de département en charge du dossier Rhône3 garantissait publiquement un coût maximum de 2 milliards de francs pour la réalisation du projet dans son ensemble alors que nous, les référendaires, affirmions que la facture serait d'au moins 3 milliards. 24 mois après le scrutin, le même Conseiller d'Etat avouait penaud que la réalisation de son projet coûterait au minimum 3,6 milliards.

Le rapport Voyame, commandé par l'actuel Conseil d'Etat, articule en 2025 des coûts proches des 5 à 6 milliards pour une correction du Rhône rêvée par quelques idéalistes têtus qui ne veulent pas voir la vérité en face.

Pour avancer dans ce projet, nous avons besoin et tout de suite de sécurité en priorité. Et là, les événements de juin dernier à Chippis ont mis en lumière les graves lacunes au niveau sécuritaire. Comment se fait-il qu'un dossier comme celui de Chippis soit resté des années et des années au fond d'un tiroir sous un fallacieux prétexte que le site des villas d'Alusuisse faisait partie d'un site d'importance nationale du patrimoine bâti ? Foutaise et incapacité des responsables du dossier de l'époque. Petit détail croustillant : saviez-vous que le pont CFF qui enjambe le fleuve à Chippis était équipé de vérins hydrauliques capables de surélever le pont de près d'un mètre, mais que celui-ci n'a pas fonctionné pour la simple et bonne raison qu'entre-temps un gazoduc avait été fixé sous le pont pour alimenter le site industriel situé en rive gauche ?

Emprise sur les terres agricoles et sites pollués, autres thèmes d'actualité également mis en évidence dans le rapport Voyame.

Si l'on veut réaliser le PA-R3 de 2015 qui prévoit une emprise supplémentaire de 870 hectares, dont 310 ha de surface d'assolement (SDA), il va falloir réaffecter à la zone agricole bon nombre d'hectares cadastrés aujourd'hui en zone industrielle et à bâtir, afin que le Valais respecte son quota de SDA imposé par la législation fédérale. Les excès du PA-R3 de 2015 conduisent au dézonage de terrains à construire dans la plaine du Rhône ! Donc une raison de plus pour revoir ce projet.

J'en viens maintenant aux sites pollués. Si la triste expérience de Gamsenried en a échaudé plus d'un, la bombe à retardement qui nous attend dans toute la plaine du Rhône concernant les sites pollués et la pollution de la nappe phréatique est prête à exploser. Nous mettons en garde les responsables actuels du projet : soyez extrêmement prudents lors de travaux futurs afin de ne pas provoquer un Gamsenried bis, notamment dans le Bas-Valais avec la présence en masse de PFAS, dispersés un peu partout dans la plaine du Rhône.

Donc en conclusion, nous disons un grand oui aux conclusions de ce rapport et espérons que celui-ci servira aux autorités en place pour mener à bien ce chantier titanesque.

Merci Markus Ritter !

Dernier sujet, un peu plus léger celui-là, j'aimerais vous parler en quelques mots de notre président de l'Union suisse des paysans, le conseiller national Saint-Gallois Markus Ritter.

Récemment engagé dans une campagne pour accéder au Conseil Fédéral, il s'est battu avec force et conviction pour accéder à ce poste. Ceci ne s'est malheureusement pas concrétisé le 12 mars dernier, puisque vous le savez tous, c'est le Zougois Martin Pfister qui a été élu par la Gauche en rangs serrés et une partie des PLR.

Mais ceux qui ont voté Martin Pfister pour évincer Markus Ritter, se sont lourdement trompés, car en maintenant le président de l'USP à son poste de Conseiller national, bon nombre de parlementaires n'ont pas saisi que le lobbyiste agricole qu'ils redoutent tant est de retour aux affaires sous la Coupole fédérale et qu'il sera encore plus redoutable que jamais dans la défense des intérêts de l'agriculture suisse.

Lors de sa non-élection j'ai dit à Markus : « Je suis extrêmement déçu que tu ne sois pas arrivé à ce poste de Conseiller fédéral qui était fait pour toi, mais d'un autre côté je suis très heureux de conserver un président de l'USP dynamique et encore plus motivé pour ces trois prochaines années. »

Merci Francis de bien vouloir transmettre à Markus les salutations et les remerciements de la Chambre valaisanne d'agriculture pour tout ce qu'il fait et qu'il fera encore pour les familles paysannes de ce pays.

Mesdames et Messieurs, je suis au terme de mon allocution, je vous remercie pour votre attention et vous souhaite une bonne suite d'assemblée.

Willy Giroud, Président